Oui, Tsipras est un salaud. Démonstration.

Le 21-01-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Le 22 janvier 2018

Quelques-uns se sont indignés lors de la publication de notre article intitulé « Tsipras : magnifique salaud ». Ils ont eu tort… la réalité est pire que ce qu'ils semblent croire. Le qualificatif n'est pas exagéré ! Petite revue des méfaits subis par les Grecs sacrifiés sur l'autel des "valeurs de l'Union européenne ".

Le gouvernement Tsipras a déjà porté la TVA à 24 %, diminué les retraites de 40 %, augmenté les impôts (notamment fonciers), décidé de nouvelles taxes sur les voitures, les télécommunications, les télévisions, l'essence, les cigarettes, le café, la bière, amputé de 5,6 milliards les salaires publics.

Le bilan des politiques grecques, de l'Union européenne et de ses complices

En sept ans, le PIB de la Grèce a chuté du tiers. Le chômage touche 25 % de la population (40 % des jeunes entre 15 et 25 ans). Un tiers des entreprises a disparu en cinq ans. Les coupes successives imposées au nom de l'austérité paupérisent toutes les régions. Il n'y a plus de trains, plus de bus dans des parties entières du pays. Plus d'écoles non plus. Beaucoup d'établissements secondaires des campagnes éloignées sont fermés, faute de financements. Les dépenses de santé par habitant ont diminué d'un tiers depuis 2009. Plus de 25 000 médecins ont été renvoyés. Les hôpitaux manquent de personnel, de médicaments, de tout. 20% de la population vit sans chauffage ou sans téléphone. 15 % de la population est tombée dans la grande pauvreté (contre 2 % en 2009). Selon la banque de Grèce, 13 % de la population est exclue de tout soin médical ; 11,5 % des patients ne peuvent acheter les médicaments prescrits ; les personnes souffrant de maladies chroniques sont en hausse de 24,2 %. Suicides, dépressions, maladies mentales enregistrent des hausses exponentielles. Pire : alors que la natalité a baissé de 22 % depuis le début de la crise, le taux de mortalité infantile a quasiment doublé en quelques années pour atteindre 3,75 pour mille en 2014.

Encore plus

Mais les « responsables européens » s'en fichent… Rien n'est trop beau pour le capital et pour les banques, rien ne rassasie les vautours. Après avoir commencé à dépecer la Grèce en vendant ses ports et ses aéroports (La Grèce vache à lait de l'Allemagne et jackpot pour Fraport), les « créanciers » et Tsipras dépouillent les Grecs eux-mêmes.
Des centaines de familles, touchées par la crise et le chômage, sont jetées à la rue après la saisie et l'expulsion de leur logement. Ces « biens immobiliers » sont vendus aux enchères mais ne peuvent être achetés par les familles elles-mêmes… Des militants politiques et/ou associatifs grecs parviennent souvent à empêcher, par des manifestations ou « l'envahissement des tribunaux », les ventes de maisons des familles endettées.
Le combat et les succès de ces militants agacent les vautours et leur garde-chiourme.
Désormais, ceux qui s'opposeront « par la force » à ces ventes indignes, ou menaceront simplement de le faire, seront passibles de peines de prison et les ventes aux enchères se feront exclusivement par voie électronique à partir du 21 février.

Servilité sans limite à la Troïka

Mais ça ne suffit encore pas… Maintenant, Tsipras et son gouvernement à la solde de la Troïka (UE, BCE, FMI) s'attaque au droit de grève.
A la demande des « créanciers », le gouvernement de « gauche radicale » Syriza-Anel a, le 19 décembre dernier, fait adopter par le parlement grec la loi de finances 2018 prévoyant de nouvelles coupes budgétaires massives dans la santé et l'éducation. Par la même occasion, l'application des conventions collectives (suspendues depuis 2015) sera reportée à l'automne 2018.

Les désirs des maîtres sont des ordres

Le 15 janvier dernier, l'exécutif dirigé par Alexis Tsipras est allé encore plus loin dans la mise en œuvre de l'austérité voulue par la Troïka. Non content d'écraser son peuple, il veut le contraindre à accepter sans réagir en limitant (avant de le supprimer ?) le droit de grève.
Les créanciers en ont rêvé: le droit de grève est un « insurmontable obstacle à l'investissement » ou même une véritable « injure à la productivité », Tsipras l'a fait : Les désirs des maîtres sont des ordres. Peu importe que le droit de grève soit constitutionnel depuis 1974, année du retour à la démocratie après la chute de la dictature des colonels.
Il faut dire que plus d'une cinquantaine de grèves générales ont eu lieu depuis l'adoption du premier mémorandum d'austérité en 2010... Quand le peuple n'est pas d'accord, ça énerve la gauche radicalement europiomane.

Droit de grève remis en cause

Jusqu'au 19 janvier 2018 (loi Papandreou de 1982) une grève pouvait être décidée suite à son approbation par un tiers de syndiqués. La loi adoptée par les 154 députés collabos grecs (sur 300), porte cette approbation à au moins 50 % de syndiqués.

La Grèce est, pour l'UE, un laboratoire. Les Grecs des cobayes. L'application des mesures d'austérité et des reculs antisociaux est testée par le servile Tsipras puis sera étendue ensuite aux autres pays de « l'Union... ». La disparition programmée des libertés syndicales en Grèce est le prélude à la disparition des nôtres.

L'espoir ?

Depuis le 19 janvier, les rues grecques sont remplies de manifestants, c’est un bon début. Mais ils sont seuls. Où est la solidarité internationale ?
Oui, Alexis Tsipras et Syriza-Anel sont les petites mains de l’Union européenne, et du FMI mais tous les gouvernements européistes de droite comme de gauche, sont responsables de l’austérité et de son coût humain et social.
L'appétit du néolibéralisme n’a pas de limite. Croire que l’amadouer « de l’intérieur » est possible est une illusion créée de toutes pièces pour asservir les peuples et les nations. Le pire aujourd’hui est, sans doute, de constater que le piège tendu par la secte des néolibéraux fonctionne à plein régime. Les Grecs paient le prix fort. Sacrifiés, ils sont désespérément abandonnés par les gauches de tout poil qui préfèrent vénérer les « valeurs de l’Union européenne » et fermer les yeux devant les crimes sociaux, économiques et humains qui frappent d’abord les classes populaires.

Le seul espoir du peuple grec est pourtant de recouvrer sa souveraineté nationale, économique et politique en sortant unilatéralement et sans délai de l’euro et de l’Union européenne, de refuser de payer la dette illégitime. C’est aussi la seule voie des autres peuples pris au piège de l'Union européenne pour éviter la catastrophe en cours. Encore faut-il être assez lucides pour le comprendre et agir en conséquence.

.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire